



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie

Unité Départementale Rouen Dieppe

Arrêté préfectoral complémentaire du 29 AOÛT 2023 modifiant les dispositions constructives
des locaux de chaufferies biomasse et gaz de la papeterie DS SMITH, sise rue Désiré Granet à Saint-
Etienne-du-Rouvray et Oissel

**Le Préfet de la région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite**

- Vu le code de l'environnement, et notamment les articles L. 181-14 et R. 181-46 ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu le décret du Président de la République en date du 11 janvier 2023 portant nomination de M. Jean-Benoît ALBERTINI, Préfet de la région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 3110 ;
- Vu l'arrêté cadre d'autorisation du 29 décembre 2022 réglementant l'exploitation des activités de la papeterie Ds Smith Paper Rouen, à l'occasion de l'installation d'une nouvelle unité de combustion à la biomasse et de deux chaudières au gaz naturel, sur le site localisé rue Désiré Granet sur les communes de Saint-Étienne-du-Rouvray (76800) et Oissel (76350) ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 23-035 du 30 janvier 2023 portant délégation de signature à Mme Béatrice STEFFAN, secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu le dossier de porter à connaissance du 2 mai 2023 et reçu le 11 mai 2023 à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie (DREAL) sollicitant la modification des conditions constructives des bâtiments devant accueillir la chaufferie Biomasse et la chaufferie gaz et complété par courriel de l'exploitant le 2 août 2023 ;
- Vu l'étude de modélisation des effets de surpression et des effets thermiques fournie en annexe du dossier de demande d'autorisation environnementale relative aux effets susceptibles d'être engendrés par l'exploitation des installations ;

- Vu la notice de sécurité incendie jointe au dossier de demande d'autorisation environnementale déposé le 10 janvier 2022 et complété le 21 février 2022 ;
- Vu l'avis du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (SDIS76) du 28 juin 2023 sur la demande de modification ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 2 août 2023 ;
- Vu la transmission du projet d'arrêté faite à l'exploitant le 9 août 2023 ;
- Vu l'absence d'observation de la part de l'exploitant ;

CONSIDÉRANT

que la société DS SMITH exploite une usine de fabrication de papier, une unité de combustion de biomasse et une chaufferie gaz pour la fourniture en vapeur de la papeterie sur les communes de Saint-Étienne-du-Rouvray et de Oissel ;

que ces installations de combustion sont classées au titre de la rubrique 3110 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et que leur exploitation est encadrée par les dispositions de l'arrêté d'autorisation du 29 décembre 2022 et par les dispositions générales de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 3110 ;

que l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé ne prévoit aucune disposition constructive pour les locaux devant abriter les installations puisque celles-ci sont exploitées sous la surveillance permanente d'un personnel qualifié, lequel vérifie périodiquement le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité et s'assure de la bonne alimentation en combustible des appareils de combustion ;

que l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2022 susvisé prévoit dans son article 5.1.2 des dispositions constructives qui vont au-delà du cadre réglementaire national, lesquelles ont été actées sur la base des engagements pris par l'exploitant dans le cadre de la demande d'autorisation environnementale d'exploiter les installations de combustion ;

que l'exploitant invoque des standards de construction, notamment pour le local chaufferie biomasse qui ne permettent pas de garantir une tenue de la structure R60 ni le caractère REI120 des murs périphériques ;

que les modifications sollicitées, après examen, ont été qualifiées de notables sans être substantielles ;

que les modifications sollicitées ne remettent pas en question les dangers et inconvénients du site d'exploitation et en particulier les résultats des modélisations des effets de surpression et thermiques joints au dossier de demande d'autorisation environnementale ;

l'avis favorable du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (SDIS76) du 28 juin 2023 ;

qu'en conséquence, il convient de faire application de l'article R. 181-46-II du code de l'environnement ;

que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Sur proposition de la Secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime

ARRÊTE

Article 1

La société DS SMITH (Siret : 45068123400016), dont le siège social est situé rue Désiré Granet BP 551 Saint-Étienne-du-Rouvray (76808), est tenue de respecter les dispositions complémentaires détaillées dans le présent arrêté au sein de son installation située à la même adresse.

Cet arrêté préfectoral est pris dans le cadre de modifications sollicitées par l'exploitant et se base sur le dossier de porter-à-connaissance susvisé.

Les prescriptions de l'arrêté cadre d'autorisation du 29 décembre 2022 sont remplacées et complétées par celles du présent arrêté.

Article 2

Les dispositions de l'article 5.1.2 de l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2022 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« 5.1.2. Dispositions constructives et comportement au feu »

Les bâtiments et locaux présentent les dispositions constructives suivantes :

Bâtiment/ local	Dispositions constructives			
	Local, sol, toiture	Murs et planchers	Portes et fermetures	Parois séparatives
Local de stockage de la biomasse	- dans fosses béton de dépotage enterrées - 2 silos béton (REI 120) de 3 100 m ³ et de 1 700m ³ - toiture incombustible	- fosses enterrées CF 2h - murs séparatifs des stockages coupe-feu de degré 2 heures (CF 2h)		
Unité de traitement de la biomasse	Local de dosage, criblage, déferrailage - toiture incombustible			
La salle électrique - biomasse	Toit du bâtiment utilités situé sous la chaudière CF 2h			cloisons du local électrique CF 2h

Bâtiment/ local	Dispositions constructives			
	Local, sol, toiture	Murs et planchers	Portes et fermetures	Parois séparatives
Chaufferie biomasse (abritant la chaudière 17)				- cloison séparative des autres locaux (notamment avec le bâtiment administratif et le bâtiment des utilités) - parois CF 2h selon la notice sécurité incendie du DDAE
Chaufferie gaz (abritant les chaudières 14, 15 et 16)		Entre la chaudière 14 et les chaudières 15-16 : parois CF 2h		
Dépôts papier, carton (bâtiment produits finis)		Parois REI 120	Porte REI60 à fermeture automatique	

Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les installations de combustion sont exploitées sous la surveillance permanente d'un personnel qualifié. Celui-ci vérifie périodiquement le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité et s'assure de la bonne alimentation en combustible des appareils de combustion.

Article 3 – Sanctions administratives et pénales

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraînent l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre I du code de l'environnement.

Article 4 – Délais et voies de Recours

Les délais de caducité de l'autorisation environnementale sont ceux mentionnés à l'article R. 181-48 du code de l'environnement.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément aux dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, il peut être déféré à la juridiction administrative compétente (Tribunal administratif de Rouen) :

1. Par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où ledit acte lui a été notifié ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - l'affichage en mairie dudit acte dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
 - la publication de l'arrêté sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2° ci-avant.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-2 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site www.telerecours.fr. Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

Article 5 – Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

1. Une copie du présent arrêté est déposée aux mairies des communes de Saint-Étienne-du-Rouvray et de Oissel, et peut y être consultée ;
2. Un extrait de cet arrêté est affiché aux mairies des communes de Saint-Étienne-du-Rouvray et de Oissel pendant une durée minimale d'un mois. Les maires de Saint-Étienne-du-Rouvray et de Oissel font connaître, par procès-verbal adressé à la préfecture de la Seine-Maritime, l'accomplissement de cette formalité ;
3. L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 6 – Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-maritime sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie est notifiée à l'exploitant.

Fait à Rouen, le

29 AOUT 2023

Pour le préfet, par délégation,
La secrétaire générale



Béatrice STEFFAN

